

Israël et la révolution arabe

A U moment même où la montée de la révolution syrienne ouvre de nouvelles perspectives au mouvement socialiste dans le monde arabe, Israël se retrouve, comme le sionisme n'a cessé de l'être depuis ses origines, solidaire des intérêts impérialistes menacés. Car c'est bien le régime syrien qui est l'objet des actions israéliennes dites « de représailles », ainsi que le général Rabin en personne l'a imprudemment confirmé le 12 septembre 1966.

Issu des intrigues colonialistes britanniques, né au hasard d'une conjonction d'intérêts américains et soviétiques, l'Etat d'Israël continue à mener une politique axée sur le soutien des puissances impérialistes dans leur lutte contre la révolution coloniale des pays arabes, vaste mouvement multiforme qui, au-delà de ses échecs et de ses errements passagers, conduira nécessairement les masses populaires du Moyen-Orient au socialisme. Que ce soit à l'occasion des crises récurrentes qui minent la monarchie crouplante hachémite en Jordanie, ou lors de la crise de Suez, au moment de l'éclatement de la révolution irakienne en 1958 ou pendant la lutte du peuple algérien pour son indépendance, chaque fois l'Etat sioniste s'est opposé à ces progrès du mouvement d'émancipation arabe, s'adossant au colonialisme ou au néo-colonialisme, contre les forces de la révolution.

Les récents événements de Jordanie illustrent parfaitement cette politique. Tel-Aviv ne fait nul mystère de sa sympathie pour le souverain jordanien qui réprime féroce le soulèvement populaire contre son régime féodal corrompu. Les deux Etats désirent assurer avant tout la stabilité du Proche-Orient, et ce souci de geler les rapports de forces actuels entre les classes sociales dans cette région du monde les dresse tous deux contre les réfugiés palestiniens dont l'agitation incessante (causée par une misère atroce) menace leurs intérêts de classe. A maintes reprises, les autorités israéliennes ont souligné que le renversement du régime d'Amman équivaldrait à leurs yeux à une déclaration de guerre et susciterait une intervention israélienne. La solidarité foncière des deux classes dirigeantes est claire, quelle que soit, par ailleurs, la violence des imprécations rituelles et réciproques dont le but est d'amuser la galerie.

Nous publions ci-dessous, un article de notre ami Nathan Weinstock, membre de la Confédération socialiste des travailleurs, de Belgique, spécialiste des problèmes du Moyen-Orient, qui a accepté notre invitation à venir parler de ce sujet au Cercle Karl Marx, le 17 février. Nous ne pouvons qu'affirmer notre total accord avec les termes de cet article écrit en son nom personnel par N. Weinstock.

Rien n'est plus significatif à cet égard que le contenu réel du conflit israélo-arabe. Alors qu'Israël vit en bonne entente relative avec ses voisins jordaniens et libanais, et que la Tunisie inféodée aux Etats-Unis se désolidarise même de la ligne antisioniste suivie par la Ligue Arabe, c'est toujours le secteur le plus avancé de la révolution arabe que Tel-Aviv redoute et combat : Nasser en 1956, Ben-Bella après la guerre d'Algérie, la Syrie aujourd'hui. Ainsi Israël se place en travers de l'émancipation socialiste des pays arabes, et cette politique réactionnaire risque d'entraîner précisément cette éruption aveugle de la colère des masses arabes et cette sanglante catastrophe dont les dirigeants de la « gauche » sioniste agitent l'épouvantail pour justifier leurs compromissions avec l'impérialisme.

On comprend, en effet, lorsqu'on procède au bilan de la politique israélienne depuis l'expropriation graduelle des fellahs palestiniens jusqu'à son asservissement actuel à la réaction, en passant par sa collaboration avec le Colonial Office, les outrances d'une certaine gauche arabe. Le Monde rapportait dernièrement qu'une attaque israélienne contre Damas apparaissait aux yeux de la bourgeoisie syrienne comme une dernière planche de salut. Partant de la constatation — exacte — qu'Israël sert de tête de pont impérialiste, des militants arabes en viennent rapidement à considérer l'ensemble de la population juive de Palestine comme un ramassis d'agents de l'impérialisme.

Cette attitude est chauvine et, par conséquent, indéfendable. Quelle que soit l'ampleur de l'injustice historique commise envers les réfugiés arabes, la communauté juive de Palestine a droit, au même titre que toute minorité ethnique, fût-elle le produit d'une entreprise de type colonialiste à exister et s'organiser en tant que minorité nationale. Des déclarations telles que celles d'Ibrahim Makhos (A.F.P., 22.12.66) pour qui les « étrangers n'ont qu'à rentrer chez eux » sont double-

ment condamnables. D'abord parce qu'elles renforcent objectivement les assises du sionisme que l'on veut combattre en jetant les masses juives dans les bras des dirigeants sionistes. Ensuite parce que les travailleurs juifs d'Israël sont, eux aussi, en fin de compte, des victimes du sionisme. Il s'agit de lutter contre les fondements de classe de la réaction au Proche-Orient. Détourner ce combat de ses véritables objectifs en l'orientant dans le sens d'une lutte chauvine contre la personne des Juifs d'Israël ferait du reste le jeu des forces impérialistes qui ne demandent qu'à intervenir pour « sauver la communauté juive » de l'antisémitisme arabe. Qu'on se souvienne aussi que c'est justement en déviant le ressentiment des masses opprimées contre l'épiphénomène sioniste que le colonialisme britannique et les féodaux ont réussi à endiguer aussi longtemps le cours de la révolution arabe.

Et que devient, sur ces entrefaites, la gauche israélienne ? Le Mapam, parti sioniste à prétentions marxistes, cautionne une politique d'« austerité » qui consiste en un assaut brutal contre le niveau de vie de la classe ouvrière et s'est traduit par une vague de licenciements. Ce chômage massif a déjà provoqué des heurts sanglants entre travailleurs et forces de répression. En assumant des responsabilités gouvernementales, ce parti a évidemment oublié son programme de politique extérieure qui comportait un certain nombre de points positifs tels que le retour d'un certain nombre de réfugiés arabes. De même, ces émules de Nenni ont mis une sourdine à leurs revendications relatives au statut de la minorité arabe, se contentant d'un adoucissement du régime militaire en vigueur à leur égard — ce régime subsiste dans certaines régions, et l'autorité militaire continue ailleurs à « conseiller » les bureaux d'administration (1) — une réforme discrète à laquelle ne s'opposait plus depuis longtemps que l'extrême-droite et la fraction Ben-Gourion. On continuera donc à « repeupler » la Galilée, c'est-

à-dire à installer par priorité des immigrants juifs dans cette région arabe, en expropriant au besoin les habitants...

Quant au Parti communiste, on sait qu'il s'est scindé en deux. Le P.C. dit « juif », dirigé par Mikounis et soutenu par le Kremlin, a opéré un nouveau tournant spectaculaire à 180° et se montre à présent tellement compréhensif envers le front populaire sioniste au pouvoir que le quotidien bourgeois *Yediot Akharonot* suggère astucieusement de l'associer à la politique réactionnaire du gouvernement. Le P.C. rival (2) n'était guère préparé, ni par ses traditions, ni par son héritage stalinien, à se muer en direction révolutionnaire de la classe ouvrière, et il tend du reste, par opportunisme à admettre sans restrictions des thèses arabes chauvines.

Cette impuissance des stalinien à surmonter les contradictions nationales par une approche internationaliste s'était déjà manifestée dans le passé, notamment lors de la grève générale arabe de 1936, et elle se reflète dans l'absence de positions communes entre P.C. des pays arabes et communistes israéliens.

Pourtant, la crise actuelle du pays est bien l'un des moments les plus propices qu'Israël ait connu pour la formation d'un front de classe des travailleurs juifs (et particulièrement ceux d'origine orientale soumis, comme on le sait, à une discrimination pénible) et des travailleurs arabes (durement frappés par les licenciements, notamment dans la branche du bâtiment). C'est dans la formation d'une telle alliance prolétarienne sur une base socialiste, libérée de l'emprise de l'idéologie réactionnaire sioniste, que réside la seule voie de salut pour la classe ouvrière juive, permettant la nécessaire jonction avec la révolution arabe contre la classe dirigeante israélienne et l'ensemble des forces réactionnaires du Proche-Orient.

Nathan WEINSTOCK.

(1) Voir l'article de Simha Flapan, porte-parole du Mapam dans le numéro spécial que la revue *Esprit* a consacré à Israël (septembre 1966).

(2) S'il est exact que le P.C. de Mikounis ne compte pas de membres arabes, le P.C. dit « arabe » ou « nouveau P.C. » a rallié, outre l'ancienne base arabe du P.C. israélien, une partie des anciens adhérents juifs.

HUGO BLANCO NE DOIT PAS MOURIR

nous n'y prenons garde; ses juges n'ont reculé que dans l'espoir de mieux scuter.

A nous de faire que leurs intentions criminelles ne soient pas réalisées; il ne faut pas qu'on puisse parler au passé de « l'affaire Hugo Blanco »; c'est à nous d'y veiller. Il faut élargir la solidarité internationale, et, comme l'ont fait de jeunes communistes italiens, au cours d'une manifestation de soutien au F.N.L. vietnamien, associer le nom de Hugo Blanco à toutes les luttes révolutionnaires qui se mènent actuellement, en Amérique latine comme ailleurs, et qui ont toutes le même but: la désagrégation et la défaite de l'impérialisme américain.

Adressez vos télégrammes et lettres de protestation demandant l'amnistie immédiate pour Hugo Blanco et tous les autres prisonniers politiques au:

CONSEIL SUPREME
DE JUSTICE MILITAIRE
(Consejo Supremo de Justicia Militar)
LIMA - PEROU

Adressez votre soutien financier à:

Mme Andrée DINOUART
30, avenue Carnot, Paris 17^e
C.C.P. Paris 13.419-97

EN ITALIE: Un mouvement extraordinaire s'est déclenché: après le télégramme envoyé au Président péruvien par le secrétariat de la C.G.I.L., une démarche analogue était faite par deux vice-présidents de la Chambre des députés, un communiste (Maria Cinciarì) et l'un des chefs de la Résistance italienne, Sandro Pertini, socialiste, des parlementaires de la Démocratie chrétienne.

Depuis la campagne n'a fait que gagner en ampleur.

L'UNITA a dû publier la lettre d'une section du P.C.I. qui exprimait sa solidarité avec Hugo Blanco.

LA SINISTRA, journal qui reflète les opinions de la gauche communiste et de la gauche du P.S.I.U.P. a protesté;

— Dans la région de l'Emilie, dans la ville de Plaisance, les organisations de jeunesse du P.C.I., du P.S.I.U.P., du parti socialiste, des anarchistes et des marxistes-léninistes (tendance pro-chinoise) ont adopté unanimement un télégramme de solidarité avec Hugo Blanco et tous les autres prisonniers politiques péruviens. A Parme, une initiative analogue a été prise par les jeunes communistes et les jeunes du P.S.I.U.P.

En Toscane, des démarches de solidarité ont été faites dans la province de Grosseto, par des militants de gauche de Follonica. Dans la province de Arezzo,

EN FRANCE

De MONTREUIL: Les sections de Montreuil et de Rosny du P.S.U. protestent contre la menace de mort qui pèse sur Hugo Blanco, dirigeant syndicaliste péruvien; elles demandent sa libération ainsi que celle de tous ses camarades.
Montreuil, le 10-1-1967.

les communistes révolutionnaires de la ville de Cortona ont rassemblé 200 signatures sur une résolution en faveur de Blanco, qui a été envoyée à l'ambassade péruvienne.

A Naples, des télégrammes ont été envoyés par le cercle de gauche de Sanctis, par le cercle *Nuova Cultura*, par les jeunes communistes et la fédération provinciale du parti socialiste, par l'Union italienne des étudiants. Auprès du Comité anticolonialiste de la ville, il a été organisé un comité ad hoc qui a diffusé un appel soulignant l'urgence d'une campagne de solidarité avec le prisonnier de El Fronton. Dans la région des Abruzzi, dans une réunion du 7 décembre, les membres de l'organisation des jeunes communistes de Lanciane ont voté une résolution condamnant la réaction péruvienne et exprimant la solidarité avec Blanco et la révolution péruvienne. La résolution a été transmise à l'Ambassade péruvienne.

Le Cercle de jeunes Pintor de Catane en Sicile a collé de grandes affiches avec le texte suivant, semblable à celui du Comité Péruvien: « La lutte des mouvements révolutionnaires contre le capitalisme, le néo-colonialisme et l'impérialisme exige une stratégie d'ensemble. La solidarité entre peuples d'Asie, d'Amérique Latine, d'Afrique et la classe ouvrière européenne doit se manifester par des actions concrètes de soutien réciproque. »

DE GENEVE: Un télégramme adressé au Président Belaunde Terry déclare:

« Monsieur le Président, vivement émus par reprise devant tribunal militaire Lima du procès Hugo Blanco déjà sévèrement condamné. Demandons instamment votre intervention pour que légalité ne couvre pas injustice grave tant contre Blanco

Au Chili

— Le deuxième congrès du M.I.R. a élu H. Blanco à sa présidence d'honneur et décidé d'accentuer la campagne pour sa libération.

— Le congrès provincial des ouvriers des municipalités de Santiago a réclamé, par une résolution présentée par la délégation du M.I.R., la libération de Hugo Blanco.

En Inde

Notre camarade Murlidhar Parifa, secrétaire général du S.W.P. de l'Inde a adressé au président B. Terry un télégramme réclamant la libération d'Hugo Blanco et de ses compagnons.

Plus de 50 académiciens ont envoyé une pétition à l'ambassadeur péruvien à New Delhi. De nombreux syndicats se sont associés à cette campagne.

que contre populations auxquelles il a redonné espoirs de justice.»

Signé par: — R.P. Jean de LACROIX-KAEHLIN (Ordre des Prêcheurs). — Les Pasteurs Alfred VERNER, André TROCNE, Pierre REYMOND, Alain PERROT, le R.P. Georges POTTIER et le journal chrétien « Vie Nouvelle ».